

29 Octobre 2012

Participation des Etats-Unis à la conférence des bailleurs de fonds du Burundi aux Nations-Unies



*Dr. Reuben Brigety, Sous-secrétaire d'Etat adjoint, (à droite)
et M. Brad Wallach, Conseiller principal de l'Administrateur Adjoint pour l'Afrique à USAID (à gauche)
lors de la conférence des bailleurs de fonds du Burundi aux Nations-Unis*

Déclaration de Mr. Brad Wallach, Conseiller principal de l'Administrateur Adjoint pour l'Afrique à USAID - Genève, Suisse, le 29 octobre 2012.

Les Etats-Unis félicitent le Gouvernement du Burundi pour ses avancées dans sa progression vers la paix et la sécurité après de nombreuses années d'instabilité et de conflits internes. Comme le démontre la conférence d'aujourd'hui, le Gouvernement burundais est fermement engagé à développer l'économie du pays et à reconstruire ses infrastructures tout en approfondissant ses rapports avec les pays voisins. Le gouvernement américain considère cette conférence des bailleurs de fonds comme le cadre adéquat pour discuter des stratégies et priorités de croissance économique de l'Etat burundais.

Le gouvernement que je représente continuera d'accompagner et de soutenir le Burundi dans l'exécution du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté et la réalisation de Vision 2025 pour le Burundi. Nous collaborons avec votre gouvernement, les autres partenaires internationaux et les ONGs et association de mise en œuvre afin de participer à favoriser l'accès aux services sociaux de base, renforcer le processus de démocratisation, appuyer la sécurité alimentaire et reconstruire l'économie burundaise.

Le Gouvernement des Etats-Unis s'engage à continuer son appui au Gouvernement du Burundi par le biais de l'Agence USAID afin d'améliorer le système de santé et l'accès aux soins pour tous les burundais. Nous nous baserons sur les réussites passées et les leçons apprises pour soutenir les priorités du Burundi en matière de santé maternelle, de services de maternité, de santé infantile, de planning familial, de santé reproductive, de lutte contre la malaria et contre le VIH-Sida pour les 5 prochaines

années. Durant l'année fiscale 2012, les Etats-Unis ont contribué à hauteur d'environ 31,5 millions de dollars américains dans le but de renforcer le système de santé au Burundi.

Nous participons également à l'objectif d'amélioration et de soutien au secteur agricole. En mai 2012, nous avons eu le plaisir de plaider auprès du Programme Mondial pour l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire (GAFSP) afin que le Burundi bénéficie d'un don de 30 millions de dollars destiné à son Programme Global de Développement de l'Agriculture Africaine (CAADP). Les Etats-Unis sont le plus grand bailleur de ce programme, contribuant à hauteur d'environ 38% des financements du GAFSP. La subvention du GAFSP permettra d'augmenter la disponibilité et la qualité des produits alimentaires en intensifiant et en diversifiant la production, en accroissant la productivité agricole et en améliorant l'accès aux intrants tels que les semences et les fertilisants ainsi qu'au savoir-faire technique.

Le Titre II du programme de USAID « Food for Peace » est un autre exemple de l'engagement américain à l'appui au secteur de la sécurité alimentaire. Ce programme se concentre sur l'amélioration de l'accès des femmes et des enfants à des services de santé de qualité; il promeut les bonnes pratiques d'hygiène et de nutrition; et il accroît la consommation de nourritures variées notamment par le biais de suppléments alimentaires et produits énumérés dans le Titre II.

Nous tenons à féliciter le Gouvernement du Burundi devenu membre de la Communauté Est-Africaine. L'intégration régionale constitue une bonne opportunité d'étendre le marché burundais et de diversifier son économie. Le marché est-africain dans son ensemble comprend 133 millions de personnes avec un produit intérieur brut de 79,2 milliards de dollars et 1,1 milliards d'échanges commerciaux entre les Etats-Unis et la Communauté d'Afrique de l'Est. Le Burundi bénéficie du soutien régional de USAID pour l'harmonisation des démarches douanières et des normes sanitaires et phytosanitaires.

Le gouvernement américain apprécie particulièrement la participation indéfectible du Burundi à la coalition des forces de l'Union Africaine en Somalie (l'AMISOM) depuis 2008. La valeur et les sacrifices des gardiens de la paix burundais méritent nos plus grandes éloges. Nous sommes fiers de soutenir les soldats burundais dans leur rôle de maintien de la paix au travers d'entraînements, d'équipements, d'appuis logistiques et de mentorat. De même, nous soutenons les efforts à long terme de professionnalisation de l'armée burundaise visant à promouvoir de manière effective la surveillance civile et le respect des droits de l'homme et de l'Etat de droit.

Le CSLP II présente une opportunité pour le Burundi d'étendre ses marchés et de diversifier son économie. A cette fin, nous encourageons le gouvernement burundais à promouvoir un cadre d'échanges commerciaux et d'affaires ouvert et transparent afin d'attirer des investisseurs et de vivifier le commerce.

Nous félicitons également le Burundi pour les bons résultats obtenus par ses services d'imposition, l'Office Burundais des Recettes. Pour que l'économie prospère, nous exhortons le Burundi à améliorer la bonne gouvernance et le respect des droits humains, de veiller à la liberté de la presse et à la liberté de rassemblement et d'association, de mettre fin à la violence quelque en soit l'origine. Le défi d'une démocratie consolidée est sa fragilité, tout comme la difficulté d'apporter la paix à une population qui

est plus pauvre au jour d'aujourd'hui que lors du conflit de 1993. Pour soutenir les efforts de Burundi dans sa marche vers la démocratie et la gouvernance, notre aide qui est centrée sur la bonne gouvernance, vise le renforcement des mécanismes de contrôle de la corruption et la protection des libertés civiles, l'augmentation de la participation au processus démocratique et la promotion d'une action effective du gouvernement.

Le Gouvernement des Etats-Unis salue les efforts continuels du Gouvernement du Burundi visant à remplir les conditions d'éligibilité au program du seuil « Millenium Challenge Corporation » alors qu'il continue à œuvrer pour la liberté politique, la bonne gouvernance, le rôle de la société civile et les droits de l'Homme.

Nous avons hâte de soutenir le Gouvernement du Burundi dans la réalisation de ses engagements de reconstruction et de développement de l'économie du pays.